

Une analyse de la crise afghane élaborée par l'un de nos membres chercheur portugais à l'OBSERVARE, Joao Henriques ¹

AFGHANISTAN, L'OCCIDENT ET NOTRE HONTE EPHEMERE

RÉSUMÉ

La prise, il y a un an, de la capitale de l'Afghanistan, Kaboul, par les forces talibanes, un mouvement politique et religieux ultraconservateur devait aboutir à la réintégration de l'Émirat Islamique d'Afghanistan. Le bilan aujourd'hui de leur gouvernance est véritablement désastreux, à la lumière d'une agression permanente contre les droits de l'Homme, notamment ceux des femmes, et d'une économie qui se dirige rapidement vers l'effondrement. Tout cela s'est produit à la suite du retrait précipité des forces occidentales installées sur le territoire depuis plus de deux décennies, sous mandat du Conseil de sécurité des Nations unies, avec la conviction que le pays ne servirait plus de sanctuaire aux organisations terroristes internationales. Ce qui est certain, c'est que ce retrait soudain de la présence occidentale a provoqué, dans ce territoire asiatique, la résurgence inquiétante des actions terroristes de ces organisations internationales. Il n'est donc pas difficile de prévoir que, sans l'inévitable aide internationale, les dirigeants afghans actuels seront loin d'atteindre l'objectif d'éradication de ces organisations.

Pour le malheur de certains peuples, la compétition entre les puissances pour l'hégémonie mondiale est plus forte, et les cris dramatiques des sociétés martyres et les appels insistants des Nations Unies ne servent à rien, commodément ignorés par certains États, qui tournent désormais leur attention vers d'autres horizons prétendument plus intéressants d'un point de vue géostratégique.

ANALYSE

Le 15 août a marqué le premier anniversaire de la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan. Les talibans sont entrés dans Kaboul sans rencontrer d'opposition, ils sont de nouveau à la tête du pays vingt ans après en avoir été écartés. Ce retour est également marqué par la résurgence de l'Émirat islamique d'Afghanistan. Lors du retrait des forces américaines, le président des États-Unis, Joe Biden, avait justifié le retrait de ces forces militaires par le constat de l'affaiblissement d'Al-Qaïda suite à l'élimination de son chef charismatique, Oussama ben Laden, et par l'accord conclu avec les talibans dans la capitale qatarie en février 2020, fondé sur la promesse que le territoire afghan ne deviendrait plus jamais un sanctuaire du terrorisme international, menace redoutée par les Américains compte tenu des graves dommages aux intérêts de l'État américain et de ses alliés qui pourraient en résulter. Un an après leur arrivée au pouvoir, il est temps de faire un bilan, forcément succinct, de la gouvernance des talibans.

Depuis qu'ils ont repris le pouvoir le 15 août 2021, les talibans n'ont pas tenu leurs promesses en matière de respect des droits de l'Homme, imposant des restrictions

¹ JOAO HENRIQUES

*Chercheur à l'Observatoire des Relations Extérieures (OBSERVARE)/Université Autonome de Lisbonne-
Vice-président de l'Observatoire du Monde Islamique.*

*Auditeur des sessions euroméditerranéennes de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN), de Paris.
Membre de l'Association EUROMED/IHEDN.*

sévères aux droits des femmes et des filles en particulier, en plus de réprimer systématiquement les médias et de recourir à la torture et à l'élimination sommaire des critiques et des opposants.

Selon un rapport des Nations Unies, la Mission d'Assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a recensé de graves violations des droits de l'Homme commises par les nouvelles autorités afghanes, notamment des exécutions sommaires, des mauvais traitements et des disparitions forcées d'anciens membres des forces de sécurité nationales, ainsi que des arrestations et détentions arbitraires de journalistes, de défenseurs des droits de l'Homme et de manifestants. Le rapport mentionne également la création d'une série de décrets talibans sur les droits des femmes et des filles qui ont entraîné "de sévères restrictions de leurs droits fondamentaux, aboutissant à leur exclusion de la plupart des aspects de la vie quotidienne et publique", ainsi qu'une profonde détérioration de la liberté religieuse, avec la quasi-disparition de petites communautés hindoues, sikhs et chrétiennes. Et tout cela se produit alors même que les autorités talibanes s'étaient engagées à "protéger tous les groupes ethniques et religieux".

Sur le plan de la sécurité, le retrait précipité des États-Unis a fini par donner de l'importance à ce qui est considéré comme le groupe le plus dangereux d'Afghanistan - le réseau Haqqani - qui contrôle Kaboul, soutenu par un énorme complexe militaire. Cette situation préoccupe gravement la Chine, qui ne voit aucun moyen de négocier avec les talibans pour qu'ils leur livrent les militants ouïgours, des musulmans qui habitent principalement la région du Xinjiang, dans le Nord-Ouest de la Chine, et qui sont considérés par les dirigeants chinois comme des séparatistes violents qui seraient liés à Al-Qaïda. De son côté, la Russie, qui a établi un contact direct avec les talibans en 2017, reste dubitatifs quant aux intentions réelles des nouveaux suzerains de Kaboul. Le Kremlin s'est montré quelque peu préoccupé par la propagation de l'extrémisme religieux et du trafic d'opium dans les régions frontalières.

Entre-temps, les agences de renseignement américaines ont lancé des avertissements concernant une récente recrudescence de l'activité d'Al-Qaïda et de l'ISIS-K (État islamique de la province de Khorasan), qui envisagent sérieusement d'opérer en dehors du territoire afghan, ce qui a conduit les Nations Unies à accuser les dirigeants talibans de ne rien faire pour contenir ces avancées, prétendument en raison des liens étroits des talibans avec certains mouvements terroristes. En effet, l'Afghanistan continue d'offrir d'excellentes conditions logistiques et stratégiques au terrorisme salafiste international. Al-Qaïda, en particulier, bénéficie de la complicité d'un régime ami, avec lequel il entretient une relation historique, notamment avec des éléments du réseau Haqqani. Cette relation est renforcée par les liens familiaux, souvent par mariages. Néanmoins, pour certains membres de la direction des talibans, ces partenariats sont perçus comme renforçant l'intervention internationale sur leur territoire.

Sensibilisées à ce que signifie la menace terroriste en provenance d'Afghanistan, les autorités américaines semblent comprendre, sans que cela signifie une garantie de succès, que l'une des voies à suivre sera de collaborer avec les dirigeants talibans par le biais d'une assistance économique et humanitaire rapide. À cet égard, il apparaît que l'administration américaine, peut-être animée par un certain sentiment de culpabilité, envisage d'entamer des discussions pour débloquer quelques milliards de dollars d'avoirs afghans à l'étranger, ce qui contribuerait clairement à reconstruire et à stabiliser l'économie afghane effondrée et à réduire la crise humanitaire en cours. Les Nations

Unies elles-mêmes ont prévenu que près de la moitié des quelque 40 millions d'Afghans souffrent de "faim aiguë", une situation qui va s'aggraver avec l'arrivée de l'hiver.

Bien qu'il possède de vastes richesses minérales, l'Afghanistan ne dispose pas des infrastructures nécessaires pour en promouvoir l'exploitation normale, surtout à un moment où l'aide internationale a été pratiquement interrompue. Le pays est actuellement en proie à une profonde crise économique et humanitaire, avec un produit intérieur brut (PIB) en baisse. Selon le *World Population Review*, le PIB par habitant de l'Afghanistan est actuellement de 2 390 USD. La gravité de la situation que connaît la société afghane a même conduit les experts des Nations Unies à conclure que 97 % des Afghans pourraient passer sous le seuil de pauvreté cette année.

À titre de curiosité, il convient de noter qu'à l'occasion de l'évacuation des militaires occidentaux, un sondage réalisé par le *Pew Research Center* en août 2021 a révélé que 54 % des citoyens américains estimaient que la décision de retirer les troupes américaines d'Afghanistan était la bonne, tandis que 42 % la jugeaient mauvaise. Au niveau partisan, 64 % des républicains ont qualifié la décision de mauvaise. Dans la même enquête, 69 % des adultes américains ont déclaré que les États-Unis n'avaient pas réussi à atteindre leurs objectifs et que le contrôle de l'Afghanistan par les talibans constituait une menace sérieuse pour la sécurité des États-Unis.

CONSIDÉRATIONS FINALES

Un an après le retrait des forces occidentales d'Afghanistan, les pires hypothèses concernant le respect des promesses par les nouveaux dirigeants afghans se sont confirmées. C'est peut-être pour cette raison que la reconnaissance officielle des talibans en tant que dirigeants légitimes du pays a été retardée, ce qui a conduit les dirigeants afghans à accuser l'administration américaine de continuer à bloquer le processus, entraînant avec elle le reste de la communauté internationale. Dans la pratique, peut être en raison de l'appréciation ci-dessus, les talibans continuent de fournir une couverture aux terroristes d'Al-Qaïda, ce qui ne manque pas de nourrir l'inquiétude généralisée, surtout de la part des États voisins, notamment de la Chine.

L'Occident semble obéir à une hiérarchie des intérêts, valorisant ouvertement les priorités dictées par les différends géostratégiques. En ce sens, l'Afghanistan est désormais considéré comme un pays de peu d'importance stratégique pour les États-Unis ou l'un de leurs alliés, qui ne semblent pas encore avoir tiré les leçons de l'histoire sur l'inapplicabilité des modèles culturels occidentaux à des peuples aux identités très différentes. D'où leur échec définitif.

À l'occasion du premier anniversaire de la prise du pouvoir en Afghanistan, les talibans, accompagnés de phalanges djihadistes venues du monde entier, ont célébré ce qu'ils considèrent comme une victoire sur les forces d'occupation. On peut se demander si l'Occident a également des raisons de se réjouir.

Lisbonne, septembre 2022